



XXVIIIème Réunion des ministres des Affaires Étrangères du Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique, Groupe de Río.

Communiqué conjoint

Montego Bay, Jamaïque, 5 novembre 2009.

La XXVIIIème Réunion des ministres des Affaires Étrangères du Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique -Groupe de Río- s'est tenue à Montego Bay, le 5 novembre 2009, grâce à la généreuse hospitalité du gouvernement de la Jamaïque.

La réunion a été présidée par Patricia Espinosa, ministre des Affaires Étrangères du Mexique, pays qui exerce le Secrétariat Pro Tempore, accompagnée au présidium par Mariano Fernández, ministre des Affaires Étrangères du Chili et Juan Guillianí, secrétaire d'État aux affaires économiques et aux négociations commerciales de la République Dominicaine, tous trois membres de la Troïka.

Les ministres ont accueilli et approuvé par acclamation la participation de la Jamaïque en qualité de membre de plein droit du Groupe de Río. Ce pays continuera de représenter la Communauté de la Caraïbe, comme il le fait depuis 1989. Le Groupe de Río a lancé une invitation aux États membres de la Communauté de la Caraïbe et se félicite de la participation des délégations de la Barbade, de la Grenade, de Sainte Lucie, de Saint Christophe et Niévès et de Trinité et Tobago.

Ils reconnaissent que, dans ce contexte, la participation croissante de pays d'Amérique Latine et des Caraïbes au Groupe de Río enrichit sa nature diverse et plurielle et le renforce en tant qu'instance fondamentale de dialogue et de concertation de notre région.

Les ministres des Affaires Étrangères se félicitent du rapport d'exercice du Secrétariat Pro Tempore qui, grâce aux efforts conjoints déployés pendant 20 mois, a remporté de nombreux succès qui se reflètent dans la projection de la voix et de la présence de la région, avec une autorité renouvelée, dans l'intensité du dialogue politique régional et dans les échanges avec d'autres acteurs de la communauté internationale.

Ils ont pu constater notamment le dynamisme du processus de consultation que le Groupe de Río a mis en place pour se prononcer sur les événements qui ont une répercussion internationale et régionale ; c'est ainsi que 46 déclarations ont été rédigées pendant cette période, dont celles relatives à des situations qui ont menacé la stabilité, les valeurs démocratiques ou l'ordre constitutionnel sous différentes latitudes, la condamnation systématique du terrorisme sous toutes ses formes et les manifestations de solidarité avec les peuples et les pays touchés par de graves catastrophes naturelles.

Les ministres ont souligné que, dans le respect des objectifs du Groupe de Río, il y a lieu de prêter la plus grande attention aux effets du changement climatique. Ils ont demandé instamment à la communauté internationale de mettre en œuvre les mesures d'adaptation et d'atténuation et d'encourager et d'atteindre une conclusion fructueuse à la Conférence sur le climat de Copenhague en 2009, sur la base du principe de la responsabilité partagée et différenciée.

D'accord sur le fait que le Groupe de Río est devenu un mécanisme fondamental du dialogue et de la concertation entre les pays d'Amérique Latine et de la Caraïbe, ils ont indiqué que son expérience accumulée et sa tradition diplomatique contribuent grandement aux capacités régionales d'encouragement décisif de l'unité, de la concertation politique, de la coopération, du développement, de la solidarité et de l'intégration entre de nos pays.

Les ministres ont souligné que pour progresser dans la poursuite de ces objectifs il est essentiel de créer un espace de concertation et de convergence de toute la région. Les ministres sont convenus d'unir leurs efforts afin de garantir le succès de la XXIème réunion des Chefs d'État et de Gouvernement, à Cancun, en février 2010.

Les ministres des Affaires Étrangères ont analysé la situation actuelle du Honduras et sont convenus de faire une déclaration spéciale à ce sujet.

À la lumière du débat sur la crise du Honduras, les ministres ont réaffirmé que la démocratie est le meilleur instrument pour réagir et tenter de résoudre les grands problèmes nationaux et contribuer à un ordre international stable, juste et équitable.

Ils ont rappelé la place primordiale accordée, dans le cadre des principes et des valeurs fondamentales du Mécanisme, à la préservation de la démocratie et aux valeurs démocratiques, au respect des institutions et à l'État de droit, à l'engagement au plein respect et à l'application des Droits de la personne, qui sont tous des objectifs essentiels du Groupe de Río.

Convaincus que la démocratie est une des conquêtes les plus précieuses de notre région, ils ont indiqué que la transmission pacifique du pouvoir par la voie constitutionnelle et dans le respect des préceptes constitutionnels de chacun de nos États est le produit d'un processus continu et irréversible dont la région n'admet ni interruption ni recul.

Les ministres ont ajouté que, pour que la démocratie et le développement économique et social se projettent dans l'avenir avec vigueur, ils doivent relever le défi d'éradiquer la pauvreté, de créer des emplois dignes et décents et construire des sociétés plus équitables, plus justes, plus solidaires et ouvertes, dans la cohésion et la justice sociales et dans l'égalité des chances.

Les ministres ont réitéré leur respect absolu des principes du droit international, et en particulier de la Charte de l'Organisation des Nations Unies. Ils ont redit leur rejet absolu de la menace et de l'utilisation de la force entre les États, de l'ingérence dans les affaires internes et des mesures unilatérales de coercition économique. Ils ont insisté sur leur engagement ferme pour l'indépendance des nations latino américaines et caribéennes, dans le respect de leurs droits souverains.

Enfin, les ministres ont fait référence aux commémorations du bicentenaire des indépendances nationales comme une occasion de nous projeter en tant que région démocratique, développée, respectueuse et profondément engagée dans la défense des droits de l'Homme, dans la protection de l'environnement, dans le multilatéralisme, la paix et la justice.